



PRÉFÈTE DE L'AUDE

Cabinet de la préfète  
Direction des sécurités  
Service interministériel de défense  
et de protection civiles

**Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-03-28-01 relatif au renforcement  
des mesures de prévention sanitaire dans le cadre de la lutte contre le COVID-19**

La Préfète de l'Aude,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code civil notamment son article 1<sup>er</sup> ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU l'article L 2212-2 du code général des collectivités territoriales aux termes duquel il appartient aux maires d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques en prenant notamment le soin de prévenir par des précautions convenables les maladies épidémiques ou contagieuses ;

VU l'article L 2212-4 du même code précisant qu'en cas de danger grave ou imminent, tels que les accidents naturels mentionnés à l'article susvisé, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ;

VU l'article L 2215-1 dudit code disposant que le représentant de l'État dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publique dont le champ d'application excède le territoire d'une commune ;

VU le décret n° 2020-344 du 27 mars 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant des mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n°2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population ;

VU le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Mme ELIZEON Sophie en qualité de préfète de l'Aude ;

**CONSIDÉRANT** que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 ;

**CONSIDÉRANT** l'importance de freiner la propagation du COVID-19 notamment en limitant fortement la circulation des personnes et en respectant strictement des mesures de distanciation sociale ;

**CONSIDÉRANT** les dangers encourus par la population en lien avec la propagation de l'épidémie du COVID-19 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de renforcer les mesures limitant la propagation du virus COVID-19 en évitant tout déplacement de personne hors de son domicile pour des motifs non mentionnés au décret du 23 mars 2020 ;

**SUR** proposition de Madame la Directrice de Cabinet de l'Aude ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Les accès aux espaces naturels et aux sites touristiques suivants sont interdits jusqu'au 15 avril 2020 :

- massifs forestiers,
- plages de bord de mer et abords des plans d'eau intérieurs, salés ou saumâtre,
- bases de loisirs,
- Cité de Carcassonne et espaces aménagés aux abords des châteaux et abbayes ;
- abords du canal du midi.

### **Article 2**

Les déplacements dérogatoires mentionnés au décret du 23 mars 2020 sont exclus de la portée du présent arrêté.

### **Article 3**

Les maires du département de l'Aude sont chargés de l'affichage du présent arrêté sur les sites concernés de leur commune par tout moyen approprié.

### **Article 4**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe d'un montant de 135 €.

### **Article 5**

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de MONTPELLIER soit par courrier adressé au 6, rue Pitot – CS 99002 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site : <https://www.citoyens.telerecours.fr> , dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision.

Dans ce cas, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours emporte le rejet de cette demande).

#### **Article 6**

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-03-26-06 relatif au renforcement des mesures de prévention sanitaire dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 du 26 mars 2020 est abrogé.

#### **Article 7**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, la directrice de cabinet de la préfète de l'Aude, les sous-préfets de Limoux et de Narbonne, les maires des communes du département de l'Aude, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur du Service départemental d'incendie et de secours, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Aude, le colonel commandant le groupement de Gendarmerie départementale de l'Aude, le directeur de l'Agence inter-départementale de l'Office national des forêts, le chef du Service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée aux maires des communes concernées.

Fait à Carcassonne le 28 mars 2020

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and curves, positioned below the date.